

Proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Date de la contribution : 26/09/2024

A titre introductif nous rappelons que la plupart des contentieux marché de détail que nous avons engagé lors de la crise de l'énergie trouvent leur origine au moins en partie dans un défaut de couverture.

Par ailleurs, il est impérieux de rappeler que les notions de contestabilité ou d'animation de marché ne peuvent en **aucun cas** être opposées aux objectifs de la régulation prudentielle. Si on considère le secteur des assurances, très proche de celui de la fourniture d'énergie (le fournisseur a pour activité de gérer 2 risques pour l'abonné, celui du prix de gros et de la météo), il existe un grand nombre de règles prudentielles. Ces dernières constituent de fortes barrières à l'entrée du marché et, à juste titre, personne ne s'en émeut.

Le secteur a ici rendez vous avec une forme de maturité : contraindre le prudentiel du fait de la contestabilité serait vouer la réforme à l'échec.

La proposition de la CRE est positive dans ses intentions et ses modalités. Elle trouve deux limites principales.

D'une part, il s'agit de règles soft et d'un monitoring dont la portée sera assez faible concernant les acteurs "preneurs de risque" qui décident de peu se couvrir.

D'autre part, et surtout, nous pensons que, même si ces règles étaient obligatoires, elles comportent une forte part d'audit sur mesure qui laisse place à une trop large latitude.

Sur ce point notre expérience généraliste nous prêche à considérer que l'information du client est un bon moyen d'amener des fournisseurs à faire preuve de prudence et adopter des bonnes pratiques.

Nous avons ainsi proposé aux instances communautaires et nationales que soit mise en place une **notation publique du niveau de couverture de chaque fournisseur (sur le format du Nutriscore : une note classée de A à E)**. Nous pensons que cette notation, qui devra être mentionnée par les comparateurs et dans les divers appels d'offres, deviendra un standard du secteur et incitera fortement les fournisseurs à se couvrir.

A ce stade nous avons recommandé à la CRE de mettre en place l'outil de scoring (et sa publication) et qu'il soit d'adoption volontaire, en prévoyant peut être une adoption réglementaire pour le comparateur du Médiateur de l'énergie et pour les appels d'offres publics par exemple. Nous pensons que l'adoption volontaire se fera assez naturellement (un comparateur qui ne le ferait pas serait assez discrédité).